



This document is a review of major human rights and democracy stories in the news in countries covered by the OHCHR Central Africa Regional Office. It is intended to inform stakeholders on human rights related developments in major news media in the sub region. The references of the proposed summaries are indicated in brackets to allow the recipients not only to possibly continue reading but also to understand that these choices do not imply the approval of the OHCHR Regional Office. Its content therefore does not reflect the views of OHCHR or that of the United Nations.

Droit à la Santé – Actualités liés au COVID-19

Burundi: Covid-19 – Réouverture du poste frontière de Gatumba – La pandémie maintient les chauffeurs dans la précarité

IWACU

29 Septembre 2021 – Les conducteurs des véhicules en partance vers la RDC se lamentent, malgré la réouverture du poste-frontière de Gatumba. Ils demandent au comité national de riposte contre cette pandémie de les autoriser à traverser la frontière.

10h sur le parking des véhicules en provenance ou à destination de la RDC situé au marché Bujumbura city market, dit "Kwa Siyoni". Sur plus d'une quinzaine d'agences que compte ce parking, moins de cinq sont ouvertes bien que le poste-frontière de Gatumba soit rouvert. En cause, confient certains conducteurs, les conditions imposées aux véhicules à destination de la RDC. (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/reouverture-du-poste-frontiere-de-gatumba-la-covid-19-maintient-les-chauffeurs-dans-la-precarite/> le 29 septembre 2021).

RD Congo: Covid-19 – La Chine fait un don de 400 000 doses de vaccin chinois

La Prospérité

29 Septembre 2021 – Il s'agit d'un soutien supplémentaire du peuple chinois au peuple congolais dans la lutte contre la pandémie Covid-19, et qui fait preuve de la solidarité sino-congolaise et sino-africaine face aux difficultés.

Dans un communiqué de presse dont une copie est parvenue à la rédaction du journal La Prospérité, l'ambassade de la République populaire de Chine en République Démocratique du Congo annonce l'arrivée ce mercredi 29 septembre 2021, d'un lot spécial de vaccins made in Chine à Kinshasa. C'est un don du gouvernement chinois dans le but de soutenir le gouvernement congolais dans ses efforts de riposte contre la pandémie Covid-19. Pékin est engagé à fournir un don de 400.000 doses de vaccins Sinovac-CoronaVac et 403.200 pièces de seringues. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/09/29/nation/lutte-contre-la-covid-19-la-chine-fait-un-de-400-000-doses-de-vaccins-chinois-a-la-rdc/> le 29 septembre 2021).

Rwanda: COVID-19 – 21% of Target Population Are Fully Vaccinated

The New Times

27 September 2021 - Rwanda Biomedical Centre (RBC) has announced, on September 27, that at least 21 per cent of the target population in Rwanda are fully vaccinated. More than two million Rwandans received Covid-19 vaccine, including one million and a half of fully vaccinated. Rwanda has a target to vaccinate 60 per cent of population by 2022 and currently, 21 per cent of the 7.8 million people are fully vaccinated, meaning 12.6 per cent of the entire population.

Dr. Daniel Ngamiye, Minister of Health said that this is a significant step towards vaccinating Rwandans but the journey is yet to be over. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/covid-19-21-percent-target-population-are-fully-vaccinated> on 29 September 2021).

AUTRES ACTUALITES

Burundi: CNL dénonce des arrestations de ses membres en province Bujumbura

IWACU

24 Septembre 2021 – Une dizaine des membres du parti de l’opposition CNL (congrès national pour la liberté) ont été arrêtés et emprisonnés par la police en commune Kabezi de la province Bujumbura depuis le 17 septembre. Un représentant de ce parti en commune Mutambu a également été arrêté. Ils seraient accusés de collaborer avec les rebelles.

« 12 membres du parti CNL avaient été arrêtés en commune Kabezi mais 5 parmi eux ont été récemment libérés », dit Térence Manirambona, porte-parole du parti CNL. Selon lui, ces membres sont accusés de collecter des fonds pour une rébellion, ce qu’il dément. Et de se poser s’il y a vraiment une rébellion au Burundi.

Il déplore des arrestations en cascade qui visent les membres de son parti. « Même dans les autres parties du pays, nos membres sont arrêtés. On les accuse de collecter des fonds », indique Térence Manirambona. Il explique que les fonds collectés par les membres du CNL sont des contributions pour la construction de sa permanence nationale. [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/cnl-denonce-des-arrestations-de-ses-membres-en-province-bujumbura/> le 29 septembre 2021).

Burundi: New-York et Genève, deux salles, deux lectures de la situation

IWACU

24 Septembre 2021 – Une dizaine des membres du parti de l’opposition CNL (congrès national pour la liberté) ont été arrêtés et emprisonnés par la police en commune Kabezi de la province Bujumbura depuis le 17 septembre. Un représentant de ce parti en commune Mutambu a également été arrêté. Ils seraient accusés de collaborer avec les rebelles.

« 12 membres du parti CNL avaient été arrêtés en commune Kabezi mais 5 parmi eux ont été récemment libérés », dit Térence Manirambona, porte-parole du parti CNL. Selon lui, ces membres sont accusés de collecter des fonds pour une rébellion, ce qu’il dément. Et de se poser s’il y a vraiment une rébellion au Burundi.

Il déplore des arrestations en cascade qui visent les membres de son parti. « Même dans les autres parties du pays, nos membres sont arrêtés. On les accuse de collecter des fonds », indique Térence Manirambona. Il explique que les fonds collectés par les membres du CNL sont des contributions pour la construction de sa permanence nationale. [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/cnl-denonce-des-arrestations-de-ses-membres-en-province-bujumbura/> le 29 septembre 2021).

Burundi: Une Commission d’enquête de l’Onu demande de maintenir la pression diplomatique

UN News Service

24 Septembre 2021 – La Commission d'enquête sur le Burundi a appelé la communauté internationale à « maintenir sa vigilance sur la situation des droits humains » dans ce pays.

« On ne peut malheureusement pas s'appuyer sur la seule Commission nationale indépendante des droits de l'homme dont l'accréditation au statut A est encourageante mais qui doit encore démontrer dans la pratique qu'elle est en mesure de fonctionner conformément aux principes de Paris », a déclaré le Président de la Commission Doudou Diène. Pour ce faire, elle doit notamment se saisir désormais de tous les cas de violations, y compris les plus sensibles, et cela même si elle exerce sa mission dans un contexte difficile et sensible qui nécessite plus que jamais une Commission nationale indépendante et opérationnelle. [...] (consulté en ligne sur <https://news.un.org/fr/story/2021/09/1104632> le 29 septembre 2021).

Burundi: Médias – Le reporter Aimé-Richard Nyonkuru « tabassé en synergie par des policiers et des militaires »

24 Septembre 2021 – Arrêté dans la matinée ce vendredi 24 septembre, en plein reportage à Kamenge au nord de la ville de Bujumbura sur une attaque à la grenade perpétrée chez un officier de l'armée dans la nuit de ce jeudi et qui a fait deux morts, le reporter de Bonesha FM, Aimé Richard Niyonkuru a été molesté.

« Des policiers et des militaires m'ont passé à tabac, des coups de crosses, des gifles, des coups de poings, de pied, de bâton, ils m'ont trainé dans la boue alors que je brandissais ma carte de presse et mon enregistreur », raconte ce reporter. « J'ai été tabassé en synergie par ces hommes en uniformes en face de la résidence de cet officier ».

Et ce n'est pas tout comme calvaire : « Ils m'ont tiré par les cheveux, ça fait mal, j'ai mon oreille droite qui bourdonne et mon dos qui me fait également mal et comme si cela ne suffisait pas, ils m'ont jeté sans façon comme un vulgaire bandit dans leur pickup au milieu des bancs se trouvant à l'arrière de leur camionnette et ils continuaient à me donner des coups de pieds ou de crosses, je ne sais pas, c'était pénible ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.iwacu-burundi.org/burundi-medias-le-reporter-aime-richard-niyonkuru-tabasse-en-synergie-par-des-policiers-et-des-militaires/> le 29 septembre 2021).

Burundi: Le parti d'opposition MSD réfute les accusations de terrorisme du pouvoir

RFI

24 Septembre 2021 – *Le parti MSD, dont les deux principaux leaders ont été accusés d'être à la tête d'un groupe de terroristes responsables de nombreuses attaques et autres grenades, a réagi en niant toute participation à des crimes « contraires à sa philosophie politique ».*

Le pouvoir burundais veut les présenter comme les leaders du groupe rebelle RED-Tabara, le plus actif sur le sol burundais.

Depuis des années, Gitega s'était contenté de simples allusions sur le rôle qu'il prête à Alexis Sinduhije à la tête du groupe rebelle RED-Tabara, qu'il qualifie désormais de « bande de terroristes ». Mais il se devait cette fois de réagir, après cette série d'attaques qui se sont échelonnées tout le long de ce week-end, alors que le président Évariste Ndayishimiye était en route pour New York où il participe à l'Assemblée générale de l'ONU. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210923-burundi-le-parti-d-opposition-msd-r%C3%A9fute-les-accusations-de-terrorisme-du-pouvoir> le 29 septembre 2021).

Burundi: Insécurité au Burundi – La Justice cible certaines personnalités

DW

24 Septembre 2021 – Le procureur général de la République, Sylvestre Nyandwi, accuse toujours le mouvement rebelle Red-Tabara d'être à l'origine des attaques contre l'aéroport de Bujumbura.

Mercredi soir déjà le procureur général, Sylvestre Nyandwi avait annoncé qu'un mandat d'arrêt international a été lancé par le Burundi contre l'opposant Alexis Sinduhije, accusé de diriger le groupe responsable "d'actes terroristes" commis ces dernières années dans le pays. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202109250080.html> le 29 septembre 2021).

Burundi: With Peace Restored, President Says Poverty Is the Remaining Threat

UN News Service

23 September 2021 - The President of Burundi said on Thursday that, 60 years after the country's independence, "the restoration of peace, security, stability and social cohesion are a reality" in the African nation.

"The only enemy that remains a threat to citizens, in addition to the COVID-19 pandemic, which is common to all of us, is poverty," Evariste Ndayishimiye declared.

The Head of State was speaking at UN Headquarters on the third day of the high-level week of the General Assembly. After being held virtually last year, this year's gathering features "hybrid" activities that include leaders in person along with virtual participants. [...] (Accessed online at <https://news.un.org/en/story/2021/09/1101002> on 29 September 2021).

Cameroun: Sites miniers – Ces enfants qu'on prive d'école

Cameroon Tribune

29 Septembre 2021 – Si la décision du Minmidt, interdisant l'accès des personnes mineures est unanimement saluée, sa mise en œuvre ne devrait pas être aisée sans la franche collaboration des parties prenantes. Ce mardi 21 septembre 2021, la petite Sylvie, élève au CE2 à l'école publique de Kambélé III est bien présente en classe. Si elle avoue travailler souvent dans les mines aurifères environnantes, depuis cette rentrée académique, ses parents ont préféré la laisser poursuivre sa scolarité normalement. Mais, ce n'est pas encore le cas de tous les élèves de l'établissement. Selon le corps enseignant, environ 300 apprenants, sur les 600 que compte habituellement l'établissement, ont déjà répondu présent. [...] (consulté en ligne sur <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/42524/en.html/sites-miniers-ces-enfants-quon-prive-decole> le 29 septembre 2021).

Cameroun: Retour massif des ex-Boko Haram – L'urgence sanitaire

Cameroon Tribune

28 Septembre 2021 – La Force multinationale mixte a organisé une vaste campagne de santé gratuite du 21 au 25 septembre dernier dans le Mayo-Sava. Après avoir affaibli le groupe terroriste Boko Haram, l'urgence d'assister les populations et les ex-combattants en soins de santé, en assistance alimentaire et bien d'autres appuis s'impose. C'est tout le sens à donner aux soins médicaux et dentaires gratuits dispensés du 21 au 25 septembre 2021 au profit des populations de Kangalerie et Homaka, localités situées dans le département du Mayo-Sava, à l'Extrême-Nord. [...] (consulté en ligne sur <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/42494/en.html/retour-massif-ex-boko-haram-lurgence-sanitaire> le 29 septembre 2021).

Cameroon: Fight Against Accident – Monitoring Intelligent Device in Place

Cameroon Tribune

28 September 2021 - The Minister of Transport says the first phase to be carried out nationwide will last for one month. The Minister of Transport, Ngalle Bibehe Jean Ernest Masséna has officially launched the pilot phase of the project for the Centralised/Management and Monitoring of Interurban Road Transport of Passengers in Cameroon. While launching the operation yesterday September 27, 2021, the Minister of Transport said it is an artificial intelligence-based innovation that controls the three accident factors; the road, vehicles and human beings, to prevent and effectively curb accidents in the country. The first phase of the project will last for one month and involves 100 inter-city buses. [...] (Accessed online at <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/42506/en.html/fight-against-accident-monitoring-intelligence-device-in> on 29 September 2021).

Cameroon: CPDM Basic Organs – Beyond the Tensions

Cameroon Tribune

28 September 2021 - The renewal of the executives of the basic organs of the Cameroon People's Democratic Movement (CPDM) is almost over but have been characterised by tensions and vitality. The renewal of the executives of the basic organs of the Cameroon People's Democratic Movement (CPDM) is gradually becoming history with the high point being the election of the members of the executives of Sections that was programmed for September 17 to 25, 2021.

As any electoral operation in a democracy, that of the CPDM Sections has been characterised by isolated cases of tension with open confrontation between members of rival camps notice in some sections, fierce competition between rival lists in others and simple consensus in others. Prior to the September 17- 25, 2021, the period set aside for the election of executives of the different sections, many hot spots were identified where competition was going to be fierce. During the election proper the envisaged fierce competition spiralled into some cases of open physical confrontation. [...] (Accessed online at <https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/42491/en.html/cpdm-basic-organs-beyond-the> on 29 September 2021).

Cameroon: Cameroon Humanitarian Crisis Worsens

CAJ News Africa

27 September 2021 - The dust has settled on the ethnic clashes that recently left at least 12 people dead in northern Cameroon but humanitarian needs are escalating.

Over a month after the land dispute featuring the Mouzgom and Choa Arab communities in the Logone-Birni district in the Far North left another 100 people injured and an estimated 30 000 others displaced from their homes, the rainy season brings a peak in the rates of malaria and diarrheal diseases.

Recurrent floods increase the risk of cholera.

This after the looting and burning of villages led people to seek refuge in Kousseri while others crossed the border to Chad. [...] (Accessed online at <https://www.cajnewsafrica.com/2021/09/27/cameroon-humanitarian-crisis-worsens/> on 29 September 2021).

Cameroon Arrests Five Policemen Over Torture Video

The Independent (Kampala)

26 September 2021 - Five Cameroonian policemen have been arrested on suspicion of torture after a video was made public showing police officers torturing a detainee, according to a senior police officer.

Cameroon's police chief, Martin Mbarga Nguete said the five police officers were taken into custody and appeared before a judge over the alleged torture, which took place in the capital, Yaounde last week.

The video, which went viral in the Central African nation on Wednesday, showed the policemen interrogating, assaulting and then severely beating the detainee suspected of theft.

Nguete said in a statement made public on Saturday that the treatment was "inhuman". [...] (Accessed online at <https://www.independent.co.uk/cameroon-arrests-five-policemen-over-torture-video/> on 29 September 2021).

Cameroon: Rebels Use Smuggled Anti-Tank Rockets to Kill 28 People

VOA

23 September 2021 - Yaounde — Cameroon's military says separatist fighters have, for the first time, used anti-tank rockets smuggled from Nigeria to attack army convoys.

The military reported rebel rocket attacks on a military convoy in the western village of Bamssing in the past week have killed at least 15 troops and 13 civilians, and destroyed several armored vehicles.

Cameroon Defense Minister Joseph Beti Assomo said Wednesday from a military base in Bamenda, an English-speaking western town, that President Paul Biya wants a change of military strategy in handling the separatist crisis. [...] (Accessed online at <https://www.voanews.com/a/cameroon-rebels-use-smuggled-anti-tank-rockets-to-kill-28-people-/6242727.html> on 29 September 2021).

Cameroon's Real Estate Nightmare

DW

23 September 2021 - As more people flock to Cameroon's cities, they are looking to buy land and settle down. But the process is fraught with uncertainties.

In Cameroon, large numbers of people are leaving the countryside in the hope of a better life in towns and cities.

This exodus is driven by high poverty in rural regions and is further exacerbated by the ongoing conflicts in many parts of the country.

When they get to cities such as the capital, Yaounde, or the economic hub, Douala, people often want to buy land and have a place to call their own. [...] (Accessed online at <https://allafrica.com/stories/202109240453.html> on 29 September 2021).

Cameroon: Repression Marks Crackdown Anniversary

HRW

22 September 2021 - PRESS RELEASE – Dakar — Release Political Prisoners; Respect Right to Peaceful Assembly
Cameroon's authorities should ensure accountability for their security forces' crackdown on opposition leaders, supporters, and peaceful protesters in September 2020, Amnesty International and Human Rights Watch said today. They should immediately and unconditionally release all those held for expressing their political views or for exercising their right to peaceful assembly, and end the campaign of repression against peaceful protesters and critics.

"Last September, Cameroonians courageously challenged their government, and they were met with violence and contempt," said Ilaria Allegrozzi, senior Africa researcher at Human Rights Watch. "One year on, the repression continues, with more protests banned and peaceful protesters still behind bars." [...] (Accessed online at <https://www.hrw.org/news/2021/09/22/cameroon-repression-marks-crackdown-anniversary> on 29 September 2021).

DR Congo: Abuse Allegations Amid Ebola Outbreak 'A Sickening Betrayal of the People We Serve'

[UN News Service](#)

28 September 2021 - Sexual abuse and exploitation allegedly carried out by World Health Organization (WHO) staff during the UN health agency's response to an Ebola outbreak in the Democratic Republic of the Congo (DRC) is "a sickening betrayal of the people we serve," Tedros Adhanom Ghebreyesus, WHO Director-General said on Tuesday.

An independent panel commissioned by WHO identified more than 80 alleged cases of abuse during the outbreak, including allegations implicating 20 WHO staff members.

The release of the findings represented a "dark day for WHO," Tedros said, adding that it was also a betrayal of "our colleagues who put themselves in harm's way to serve others". [...] (Accessed online at <https://news.un.org/en/story/2021/09/1101562> on 29 September 2021).

DR Congo: Kabila ICC Trouble? Victims File Complaint Against Ex-President at The Hague

[The East African](#)

23 September 2021 – Former Congolese President Joseph Kabila could be in trouble after victims of his alleged misdeeds lodged a complaint at the International Criminal Court (ICC), accusing him of killing or torturing their relatives.

The complaint, filed on September 16, also targeted senior government officials in his regime, including Emmanuel Ramazani Shadary, a presidential candidate he supported in 2019 but who lost the election to Felix Tshisekedi.

Mr Shadary was minister for interior and security. [...] (Accessed online at <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/rest-of-africa/victims-file-complaint-against-ex-president-at-the-hague-3560330> on 29 September 2021).

DR Congo: Establish War Crimes Tribunal for DR Congo – Nobel Laureate

[Daily Nation](#)

22 September 2021 – Congolese surgeon Denis Mukwege may be a global hero, famed for reconstructing the damaged organs of women and children sexually violated in the country's war.

But now the 2018 Nobel laureate is seeking justice for victims after calling for an international tribunal to specifically look into war crimes in the Democratic Republic of Congo (DRC).

A long-running conflict has plagued the eastern parts of DRC for more than two decades, with Dr Mukwege saying the players have not been punished. [...] (Accessed online at <https://nation.africa/kenya/news/africa/congolese-nobel-laureate-establish-war-crimes-tribunal-for-drc-3559066> on 29 September 2021).

Gabon : Code pénal – Lourdes peines pour les violeurs

Gabonews

24 Septembre 2021 – Les lois en faveur de la protection de la femme continuent de voir le jour au Gabon. Selon la loi 006/2021 du 6 septembre 2021, le viol conjugal est condamné et passible de 15 ans de prison et 50 millions d'amendes.

La Cour constitutionnelle gabonaise a adopté une nouvelle loi portant sur l'élimination des violences faites aux femmes. Le viol est condamnable au Gabon. La nouvelle loi stipule que même au sein du foyer conjugal, il est condamnable. Rappelons que l'article 256 du Code pénal gabonais indique que « Constitue un viol, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui, avec violence, contrainte, menace, surprise ou ruse ». [...] (consulté en ligne sur <http://gabonews.com/fr/actus/societe/article/code-penal-gabonais-lourdes-peines-pour-les> le 29 septembre 2021).

RCA : De nouvelles consultations menées par la communauté Sant'Egidio

RFI

28 Septembre 2021 – Diverses personnalités centrafricaines se retrouvent, ce mardi 28 septembre 2021, à Rome pour deux jours de concertations organisées par la Communauté Sant'Egidio, qui intervient depuis plusieurs années comme médiateur dans la crise centrafricaine. Ces nouveaux échanges se concentrent sur le dialogue républicain promis par le président Faustin-Archange Touadéra et actuellement en cours de préparation.

Après le discours introductif, ce lundi, du président de la communauté Sant'Egidio Andrea Riccardi et un premier tour de table, c'est aujourd'hui que les travaux commencent véritablement. Autour de la table, les anciens Premiers ministres devenus opposants, Nicolas Tiangaye, Mahamat Kamoun, Martin Ziguele, formulent le vœux de « sortir de l'impasse » par un dialogue « inclusif ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210928-centrafrique-de-nouvelles-consultations-men%C3%A9es-par-la-communaut%C3%A9-sant-egidio> le 29 septembre 2021).

RCA : Un nouveau groupe armé contesté

DW

23 Septembre 2021 – Le cercle des groupes armés s'élargit en Centrafrique et passe officiellement de 14 à 15. Mais la société civile n'est pas d'accord avec ce décompte.

Le nouvel acteur parmi les groupes armés recensés par les autorités de République centrafricaine est composé de militaires, de policiers et de gendarmes en fonction qui sont fidèles à l'ancien président, François Bozizé, ou qui revendiquent pour certains leur droit à la retraite.

Ils sont mentionnés par une étude actualisée des groupes armés et de leurs revendications, établie par un groupe d'experts nationaux et internationaux. [...] (consulté en ligne sur <https://fr.allafrica.com/stories/202109230935.html> le 29 septembre 2021).

RD Congo: Assassinat des experts onusiens en 2017 – Pourquoi un journaliste et un avocat sont détenus

VOA

29 Septembre 2021 – Rebondissement dans l'affaire de l'assassinat, en 2017, de deux experts onusiens en RDC avec l'arrestation de deux nouvelles personnes, dont un avocat qui s'était présenté à la justice. Avant eux, le vidéaste Israel Ntumba avait été arrêté au mois d'août, suivi, la semaine dernière, de Sosthène Kambidi, correspondant de l'AFP et du media congolais en ligne Actualité.cd. Tous deux sont accusés d'avoir été en possession d'une vidéo du meurtre.

L'ONG Reporters sans frontières appelle à la libération de Kambidi, soulignant qu'il avait, en fait, transmis la vidéo aux autorités. Pour un éclairage, Marius Muhunga a joint Christian Kabange, professeur de droit à l'Université de Kinshasa. [...] (consulté en ligne sur <https://www.voaafrique.com/a/assassinat-des-experts->

[onusiens-en-2017-pourquoi-le-journaliste-sosth%C3%A8ne-kambidi-est-toujours-d%C3%A9tenu/6249935.html](https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210929-rdc-l-opposition-reporte-sa-marche-apres-concertation-avec-le-gouverneur-de-kinshasa) le 29 septembre 2021).

RD Congo: L'opposition reporte sa marche après concertation avec le gouverneur de Kinshasa

RFI

29 Septembre 2021 – La décision a été prise après une séance de travail entre le gouverneur et les délégués de Lamuka à l'hôtel de ville de Kinshasa. Les opposants voulaient marcher ce mercredi 29 septembre pour exiger la dépolitisation de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), mais les autorités ont évoqué des raisons « sécuritaires » et déclaré que l'itinéraire choisi par l'opposition se situe dans un axe dit « neutre » où il est interdit depuis le week-end dernier, de laisser passer une manifestation. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210929-rdc-l-opposition-reporte-sa-marche-apres-concertation-avec-le-gouverneur-de-kinshasa> le 29 septembre 2021).

RD Congo: Evaluation de l'état de siège – Célestin Vunabandi pour la dotation des acteurs opérationnels des moyens nécessaires

La Prospérité

29 Septembre 2021 – Comme annoncé, la Chambre haute du parlement de la RDC a entamé jeudi 23 Septembre 2021, l'évaluation de l'état de siège décrété depuis plusieurs mois sur Ordonnance présidentielle dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

Préoccupés par le retour de la paix dans la partie Est du pays, les sénateurs ont par cet exercice auditionné quelques membres du gouvernement concernés par cette question en vue d'obtenir les explications claires et sans ambiguïté sur l'évolution de cette situation exceptionnelle dans cette partie du territoire national. Originaire de la province du Nord-Kivu, le Sénateur Célestin Vunabandi, s'adressant au Ministre de la défense, reste néanmoins perplexe quant aux moyens que le Gouvernement central met à la disposition des acteurs opérationnels pour mettre fin à l'insécurité dans la partie Est du pays. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/09/29/a-la-une/evaluation-de-letat-de-siege-senat-celestin-vunabandi-pour-la-dotation-des-acteurs-operationnels-des-moyens-necessaires/> le 29 septembre 2021).

RD Congo: Des généraux de l'armée et des personnalités politiques épinglés – Massacres des Banyamulenge – Une plainte déposée à la Cour de cassation et à l'Auditorat Général Militaire

La Prospérité

29 Septembre 2021 – "Des dénonciations non pris en considération. Des incitations à la haine en plein jour. Que des atrocités, crimes, assassinats, viols, destructions et vols des biens appartenant au peuple Banyamulenge", tel est le cri de cœur de cette communauté basée essentiellement au Sud-Kivu.

\Fatiguées de subir et décidées à mettre fin à ces attaques injustifiées, causant d'énormes dégâts au milieu de leurs frères et sœurs, Antoinette Masoso et Domisila Nasandula, deux femmes vivant dans la localité de Minembwe, ont saisi depuis lundi 27 septembre 2021 par leur Avocat, Me Bernard Maingin, Avocat au Barreau de Bruxelles, la Cour de Cassation et l'Auditorat Général Militaire. [...] (consulté en ligne sur <https://laprosperiteonline.net/2021/09/29/a-la-une/des-generaux-de-larmee-et-des-personnalites-politiques-epingles-massacres-des-banyamulenge-une-plainte-deposee-a-la-cour-de-cassation-et-a-lauditorat-general-militaire/> le 29 septembre 2021).

RD Congo: « Bombé » – Les cachots de la police débordés

Le Phare

29 Septembre 2021 – A en croire des sources qui se veulent crédibles, les cachots du Commissariat provincial de la ville de Kinshasa et leurs dépendances sont débordés par l'afflux des trafiquants et consommateurs de la

drogue vulgairement baptisée « Bombé », laquelle a la particularité de laisser ces derniers dans un état de semi-inconscience et de somnolence pendant plusieurs heures.

Le surpeuplement a été singulièrement constaté après la dernière vague d'arrestations d'au moins quatre-vingts (80) personnes trouvées dans un état second à l'intérieur d'une parcelle située au quartier Kauka, dans la commune de Kalamu, laquelle est la propriété d'un certain « Kuata Maja », non autrement identifié. [...] (consulté en ligne sur <https://www.lephareonline.net/bombe-les-cachots-de-la-police-debordés/> le 29 septembre 2021).

Rwanda : Bagosora, acteur majeur d'un génocide sans « cerveau »

[JusticeInfo.net](https://www.justiceinfo.net)

28 Septembre 2021 – La mort, le 25 septembre, de celui qui a été présenté comme le principal responsable du génocide des Tutsis au Rwanda en 1994, a suscité une faible attention médiatique. Le sociologue et spécialiste du Rwanda André Guichaoua revient sur le trajet du colonel Théoneste Bagosora et sur ces trois jours fatidiques d'avril 1994 où il est entré dans l'histoire comme l'homme-orchestre du plus grand crime de la fin du XXe siècle.

En octobre 1990, lorsque l'Armée patriotique rwandaise (APR), issue d'unités de l'armée ougandaise composées de réfugiés tutsi ayant fui le Rwanda à la fin des années 50 et au début des années 60, lance sa première attaque sur le Rwanda, le régime militaire installé au pouvoir à Kigali depuis 1973 est usé, confronté à une grave crise économique et à de fortes revendications démocratiques. Le pouvoir personnel du général-major Juvénal Habyarimana à la tête de ce Parti-État est vivement dénoncé. L'armée rwandaise est affaiblie et divisée. Les officiers originaires des préfectures du sud sont marginalisés ; les jeunes officiers diplômés à l'étranger dénoncent les logiques clientélistes, ethniques et régionales qui gouvernent l'institution militaire et la divisent ; les grands officiers du nord contestent le monopole du pouvoir et le contrôle des ressources nationales que Habyarimana et ses proches exercent. Plusieurs parmi eux ont d'ailleurs rejoint la rébellion de l'APR. [...] (consulté en ligne sur <https://www.justiceinfo.net/fr/82602-rwanda-bagosora-acteur-majeur-genocide-sans-cerveau.html> le 29 septembre 2021).

Rwanda: No Election for District Officials in Kigali

[The New Times](https://www.newtimes.co.rw)

27 September 2021 - All the districts in the City of Kigali will not be involved in the local government elections slated for October 2021.

However, ballots will be cast at the village, cell and sector level in those districts.

The local government elections will take place in the last week of October after a delay of close to one year due to the coronavirus outbreak.

However, these elections will not include the urban districts in the City of Kigali due to reforms passed in 2019 to scrap off legal personality from the districts. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/no-elections-district-officials-kigali> on 29 September 2021).

Rwanda: Activists Protest Burial in France of Genocide Architect Bagosora

[The New Times](https://www.newtimes.co.rw)

27 September 2021 - Le Collectif des parties civiles pour le Rwanda (CPCR), a civil society body based in France has implored the French government not to welcome the remains of the top genocide architect Col Théoneste Bagosora who succumbed to a disease in a Malian prison on Saturday, September 25. He was serving a 35-year sentence handed to him by the then International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR).

Founded by Alain and Dafroza Gauthier, CPCR is a non-governmental organization that aims at bringing before justice all the suspects of the 1994 Genocide against the Tutsi mainly those living in France.

In a statement released on Sunday, the organisation said; "We urge the French authorities to refuse that the remains of Bagosora get buried in France where several members of his family reside," reads the statement in part. [...] (Accessed online at <https://www.newtimes.co.rw/news/activists-protest-burial-france-genocide-architect-bagosora> on 29 September 2021).

Rwanda : Génocide des Tutsis – Un ex-gendarme rwandais renvoyé aux assises à Paris

RFI

23 Septembre 2021 – Deux juges d'instruction du tribunal judiciaire de Paris ont ordonné lundi un procès pour «génocide, complicité de génocide, crimes contre l'humanité et participation à un groupement formé en vue de la préparation de ces crimes» à l'encontre de Philippe Hategekimana, naturalisé français en 2005 sous le nom de Philippe Manier. L'homme est en détention provisoire au centre pénitencier de Nanterre. Contacté par RFI, son avocat, maître Alexis Guej annonce qu'il va faire «appel de l'ordonnance de mise en accusation de Mr Philippe Manier.» [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20210923-g%C3%A9nocide-des-tutsis-au-rwanda-un-ex-gendarme-rwandais-renvoy%C3%A9-aux-assises-%C3%A0-paris> le 29 septembre 2021).

Tchad : Les victimes du régime Habré n'ont pas reçu un centime de l'indemnisation qui leur est due

Sud Quotidien

29 Septembre 2021 - Que se passe-t-il lorsque les survivants d'atrocités se voient octroyer une importante somme de réparations mais que le tribunal qui a ordonné les réparations a disparu et que la personne responsable du paiement des réparations est décédée ? C'est la question à laquelle sont confrontées les victimes du régime de l'ancien dictateur tchadien Hissène Habré. Habré, qui a dirigé le Tchad de 1982 à 1990, est décédé fin août de cette année des complications du COVID-19 alors qu'il purgeait une peine d'emprisonnement à perpétuité au Sénégal pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Sa peine de prison a été prononcée en 2016, par les Chambres africaines extraordinaires, un tribunal pénal spécialisé mis en place à Dakar par un accord entre le gouvernement sénégalais et l'Union africaine (UA). Les Chambres africaines extraordinaires ont cessé leurs activités après avoir terminé les appels un an plus tard. Le procès est le résultat de plus de 25 ans d'efforts persistants des groupes de victimes tchadiens et de leurs partenaires non gouvernementaux pour traduire Habré en justice. [...] (consulté en ligne sur https://www.sudonline.sn/les-victimes-du-regime-habre-n-ont-pas-recu-un-centime-de-l-indemnisation-qui-leur-est-due_a_54029.html le 29 septembre 2021).

Tchad : Ces nominations au parlement de transition qui divisent

VOA

28 Septembre 2021 - Si certains se réjouissent du quota des femmes, d'autres par contre fustigent l'absence de l'opposition dure.

N'DJAMENA --Le chef de la junte tchadienne, le général Mahamat Idriss Deby, a désigné par décret les 93 membres du Conseil national de la transition, qui jouera le rôle de la future assemblée nationale. Les femmes sont représentées à 33%.

"Les femmes notent un pourcentage le plus élevé depuis 1960 au Tchad. Nous y arriverons bien avec la parité 50/50", s'est réjoui Amina Priscille Longoh, ministre de la Femme, de la famille et de la protection de l'enfance. "Accorder l'importance à la gente féminine, c'est aspirer à un développement équitable", a-t-elle ajouté. [...] (consulté en ligne sur <https://www.voaafricaine.com/a/ces-nominations-au-parlement-de-transition-du-tchad-qui-divisent-/6247418.html> le 29 septembre 2021).

Tchad : Une réforme de l'armée vise à en doubler les effectifs d'ici 2022

RFI

28 Septembre 2021 - Face aux nombreux défis sécuritaires auxquels il est confronté, le Tchad veut lancer une nouvelle réforme de l'armée pour augmenter entre autre ses effectifs et les faire passer en 2022, de 35 à 60 000 hommes. Pour cela, il a fait adopter vendredi dernier par l'Assemblée nationale sortante qui devait être dissoute le lendemain, une ordonnance portant statut général des militaires des forces de l'ordre et de sécurité.

Jusqu'ici les soldats tchadiens touchaient plutôt un forfait, mais avec cette nouvelle réforme ils vont désormais jouir d'une solde plus consistante et la même à grade égal. L'évolution des grades et des carrières, les pensions... Toute leur trajectoire sera désormais réglemantée, selon le ministre tchadien de la défense, le général Daoud Yaya Brahim. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210928-tchad-une-r%C3%A9forme-de-l-arm%C3%A9e-vise-%C3%A0-en-doubler-les-effectifs-d-ici-2022> le 29 septembre 2021).

Tchad : La mise en place tardive du CNT va-t-elle rallonger la transition ?

DW

27 Septembre 2021 - Le parlement provisoire composé de 93 membres a été nommé par décret. Selon des observateurs, sa mise en place tardive pourrait prolonger la transition.

Conformément à la charte de transition militaire, le Conseil national de transition (CNT) est un parlement provisoire. Il a pour mission de suivre et contrôler l'exécution par le gouvernement des décisions du CMT, d'exercer la fonction législative ou encore de veiller à la défense des droits de l'Homme et des libertés.

Après sa mise sur pied, sa principale mission très attendue est la rédaction dans les semaines à venir d'une nouvelle Constitution.

Mais pour l'analyste politique Kebir Mahamat Abdoulaye, la mise en place tardive de cet organe risque de prolonger la transition militaire en cours. [...] (consulté en ligne sur

<https://fr.allafrica.com/stories/202109270365.html> le 29 septembre 2021).

Tchad : Le Comité d'organisation du dialogue national inclusif précise son plan de travail

RFI

27 Septembre 2021 - Au Tchad, le comité d'organisation du dialogue national inclusif a déroulé ce lundi son plan de travail. Nommé le 2 juillet dernier, il a pour mission de préparer les conditions permettant à toutes les forces vives tchadiennes de prendre part à ce rassemblement que la junte au pouvoir voudrait comme « un grand moment d'évaluation et de proposition ».

D'ici à la fin novembre, date butoir pour la fin de sa mission, le comité d'organisation du dialogue national inclusif se fixe pour objectif de créer un cadre permettant avec les forces vives et la diaspora de la nation tchadienne d'identifier et analyser les problèmes du Tchad. [...] (consulté en ligne sur

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210927-tchad-le-comit%C3%A9-d-organisation-du-dialogue-national-inclusif-pr%C3%A9cise-son-plan-de-travail> le 29 septembre 2021).

Tchad : A Brazzaville, la CEEAC appelle les acteurs tchadiens à participer au dialogue inclusif

RFI

26 Septembre 2021 - Le président de la transition tchadienne, le général Mahamat Idriss Déby Itno, boucle ce dimanche 26 septembre sa première visite de deux jours à Brazzaville. Une visite marquée par l'appel de Denis Sassou Nguesso, en qualité de président en exercice de la Communauté économiques des États de l'Afrique centrale (CEEAC), aux acteurs tchadiens à participer au futur dialogue inclusif dans ce pays.

Denis Sassou Nguesso a déroulé le tapis rouge à Mahamat Idriss Déby Itno qu'il a accueilli dès sa descente d'avion. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210926-%C3%A0-brazzaville-la-ceeac-appelle-les-acteurs-tchadiens-%C3%A0-participer-au-dialogue-inclusif> le 29 septembre 2021).

Tchad : Mahamat Idriss Déby nomme le parlement de transition, le CNT

RFI

25 Septembre 2021 - Le Conseil national de transition, le parlement provisoire, a été nommé ce vendredi 24 septembre par un décret du chef de l'Etat, Mahamat Idriss Déby. Composé de 93 membres, dont un tiers de femmes, on y retrouve des anciens parlementaires, des politico-militaires, des membres de la société civile.

Le suspense a été maintenu jusqu'au bout. Alors que la publication de la liste des membres était annoncée depuis quelques jours, c'est en fin de journée ce vendredi que les intentions du Conseil militaire de transition ont été confirmées à travers un message aux parlementaires lu par Haroun Kadi le président de l'Assemblée nationale, maintenue à titre intérimaire depuis le mois d'avril. [...] (consulté en ligne sur

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210924-tchad-mahamat-idriss-d%C3%A9by-nomme-le-parlement-de-transition-le-cnt> le 29 septembre 2021).

Tchad : Le président du CMT veut le désarmement des rebelles massés dans le sud libyen

RFI

25 Septembre 2021 - Jeudi, le président de transition au Tchad a fait part lors de son discours à l'Assemblée générale de l'ONU de son inquiétude à propos des rebelles tchadiens qu'il a qualifié de « mercenaires », massés dans le sud libyen. Mahamat Idriss Déby a appelé la communauté internationale à mettre en place un processus de désarmement, démobilisation et réinsertion en leur faveur et a demandé à l'ONU de prendre le leadership de ce programme. Et cela alors qu'officiellement, le pays est engagé dans un processus de réconciliation avec ces groupes. [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210925-tchad-le-pr%C3%A9sident-du-cmt-veut-le-d%C3%A9sarmement-des-rebelles-mass%C3%A9s-dans-le-sud-libyen> le 29 septembre 2021).

Tchad : Inquiétude autour de la reprise des travaux de la tranchée défensive de N'Djamena

RFI

24 Septembre 2021 - À N'Djamena, c'est l'inquiétude pour les habitants des quartiers périphériques. La cause ? Les travaux de creusement d'une tranchée qui suit la même ligne que la tranchée décidée par les autorités en 2008 après l'attaque rebelle sur la capitale. Elle encercle N'Djamena sur 40 kilomètres environ. Les habitants s'interrogent, les autorités tentent de rassurer.

Au quartier Arada, en périphérie de N'Djamena, la tranchée fait office de terrain de jeu pour les enfants. Mais elle inquiète Hassan Bichara dont la maison est située juste au bord : « Ils ont commencé là-bas, ça va traverser jusqu'à... Vraiment, trois mètres de profondeur et deux mètres et demi de largeur. Ceux qui sont de l'autre côté ne peuvent pas traverser ». [...] (consulté en ligne sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210924-tchad-inqui%C3%A8tude-autour-de-la-reprise-des-travaux-de-la-tranch%C3%A9e-d%C3%A9fensive-de-n-djamena> le 29 septembre 2021).

*For further information and to be included into our mailing list please contact
Alain Bertrand Kamdem, Communication and Advocacy Assistant: akamdemsouop@ohchr.org*